



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

PME

Question au Gouvernement n° 3911

Texte de la question

COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

M. le président. La parole est à M. Jean-Michel Fourgous, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Jean-Michel Fourgous. Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, ma question porte sur la compétitivité. En pleine guerre mondiale économique (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), il faut tout faire pour protéger nos emplois et nos entreprises,...

M. Philippe Briand. C'est décisif !

M. Jean-Michel Fourgous. ...mais les vieilles recettes du passé ne marchent plus ! (*Nouvelles exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. Julien Dray. Du passé faisons table rase !

M. Jean-Michel Fourgous. Il ne s'agit plus de créer de l'emploi public avec de l'argent emprunté sur les marchés. Depuis 1981, l'embauche de plus d'un million de fonctionnaires représente plus de 1 000 milliards d'euros de dette, d'impôts et de charges supplémentaires pour les Français. (*Mêmes mouvements.*) Il ne s'agit plus d'appliquer les 35 heures, principales responsables de la désindustrialisation de la France, ou d'augmenter l'ISF qui, accrochez-vous bien, mesdames et messieurs, a fait fuir 500 milliards d'actifs financiers hors de France en trente ans ! (*Mêmes mouvements.*) Il ne s'agit plus, non plus, de revenir à la retraite à soixante ans, mesure qui nous a coûté plus de 1 000 milliards d'euros de dette en trente ans ! (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

Enfin, il ne s'agit plus, comme nous le propose le parti socialiste, d'ouvrir les vannes de la dépense publique, qui représente déjà 57 % de notre PIB, record mondial, contre moins de 47 % en Allemagne. Résultat : les Allemands ont un taux de chômage de 5,5 %, alors que le nôtre est de 9,8 % ! Car, avec toutes ces mesures, nos entreprises payent 140 milliards d'euros supplémentaires de charges annuelles que leurs concurrentes allemandes. (*Vives exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

Au XXI^e siècle, la priorité des priorités, c'est la compétitivité de nos entreprises, de nos PME !

M. Albert Facon. Vous êtes au pouvoir depuis dix ans !

M. Jean-Michel Fourgous. Ce mot est totalement absent du programme socialiste. Pourtant, c'est la meilleure et la seule protection sociale des Français, la seule manière de protéger leurs emplois durablement !

Il est grand temps de choisir ("*Oui !*" sur les bancs du groupe SRC) entre la hausse des dépenses publique et la création de richesse et d'emploi productif.

M. Michel Ménard. Le changement, c'est maintenant ! (*Rires.*)

M. Jean-Michel Fourgous. Et, je vous le rappelle, seules nos entreprises créent la richesse.

Monsieur le ministre, ma question est simple : que compte faire le Gouvernement pour soutenir la compétitivité de nos entreprises afin de relancer la croissance et de lutter contre le chômage ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. — Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

M. François Baroin, *ministre de l'économie, des finances et de l'industrie*. Chacun, monsieur le député, connaît votre engagement, votre implication, vos convictions en matière de développement de la liberté au service de la création de richesses, de l'emploi et évidemment du développement de nos entreprises.

Je vous rejoins sur un certain nombre de points, notamment sur l'idée que la réponse pour 2012 ne peut passer par la relance de la dépense publique. Plus aucun pays, que son gouvernement soit de gauche ou de droite, ne propose aujourd'hui de soutenir l'activité économique par une relance de la dépense publique. C'est un temps qui est derrière nous : c'est la grande leçon de la crise de 2009, dont la réplique se fait aujourd'hui sentir dans la zone euro.

M. Henri Emmanuelli. Et vous êtes crédible, pour parler de la crise !

M. François Baroin, *ministre*. La question de l'endettement public conditionne aujourd'hui l'ensemble des politiques publiques, y compris celles qui sont au service du développement de la compétitivité de nos entreprises et de la création d'emplois.

M. Régis Juanico. Redites-nous de combien est la croissance !

M. François Baroin, *ministre*. Toutes les propositions qui iront dans le sens de la création d'emplois publics, de l'augmentation de la dépense publique, iront à rebours de ce qui est nécessaire pour coordonner, préserver notre monnaie, garantir la stabilité de la zone euro, relancer la croissance mondiale. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Julien Dray. Comment se fait-il que la crise continue ?

M. François Baroin, *ministre*. Le chemin proposé par le Gouvernement, et présenté par le Président de la République dimanche dernier, est un chemin qui va dans le sens que vous évoquez, c'est-à-dire...

M. Julien Dray. C'est-à-dire une impasse !

M. François Baroin, *ministre*. ... la compétitivité de notre économie.

Nous aurions pu choisir simplement la piste du temps de travail : elle est ouverte, dans les entreprises, avec les syndicats, avec les accords compétitivité-emploi. Mais nous avons choisi de nous mobiliser aussi pour faire baisser le coût du travail. Baisse du coût du travail, augmentation de la TVA : c'est un solde neutre, mais c'est un élément de compétitivité puissant pour nos entreprises. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

M. Michel Ménard. Personne n'y croit !

M. François Baroin, *ministre*. Une baisse de 5 % des charges, cela aidera évidemment nos entreprises qui exportent et qui bénéficieront d'un coût du travail plus faible, d'un coût de revient moins élevé ; cela pénalisera naturellement les entreprises qui importent, puisqu'elles ne bénéficieront pas des allègements de charges proposés pour les entreprises de notre pays. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Michel Issindou. Bla-bla-bla !

Données clés

Auteur : [M. Jean-Michel Fourgous](#)

Circonscription : Yvelines (11^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3911

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Économie, finances et industrie

Ministère attributaire : Économie, finances et industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 février 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2012